

E/N

COUR SUPREME DU CAMEROUN

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

RECOURS N° 67/85-86  
DU 26 OCTOBRE 1981

A F F A I R E

BILONGO Barnabé

C/

ETAT DU CAMEROUN

Jugement N° 20/85-86  
DU 30 JANVIER 1986

C O M P O S I T I O N

MM.

Otto S. PONDY, Président;  
C. BOBIOKONO, Assesseur;  
C. FOUDA GNANA, Assesseur;  
J.B. MAKANDA, Avocat Général;  
M. NDIJOMI, Greffier ;

R E S U L T A T

(Voir dispositif)

-- REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

-- AU NOM DU PEUPLE CAMEROUNAIS --

---- L'an mil neuf cent quatre vingt-six  
et le trente Janvier ;

---- La Chambre Administrative de la Cour  
Suprême ;

---- Réunie au Palais de Justice à Yaoundé  
dans la salle ordinaire des audiences de  
la Cour ;

---- A rendu en audience publique ordi-  
naire, conformément à la loi, le jugement  
dont la teneur suit :

---- Sur le recours intenté :

---- P A R :

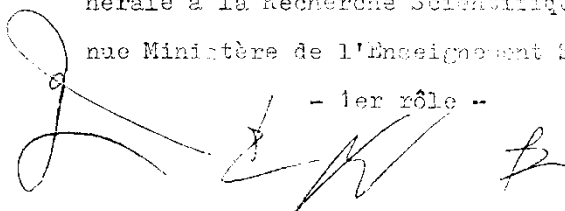
---- Le sieur BILONGO Barnabé, Professeur  
d'enseignement, en service au Centre Na-  
tional d'Education - Ministère de l'En-  
seignement Supérieur et de la Recherche  
Scientifique BP.1721 Yaoundé, ayant pour  
conseil M<sup>re</sup> J.M. OMBELLE, avocat BP.1605  
Yaoundé, demandeur,

---- D'une part,

---- C O N T R E :

---- L'Etat du Cameroun (ex-Délégation Gé-  
nérale à la Recherche Scientifique deve-  
nue Ministère de l'Enseignement Supéri-

-- 1er rôle --



et de la Recherche Scientifique et le  
Ministère de l'Information et de la Cul-  
ture) représenté par Mademoiselle MATSON-  
GANG Marie-Madeleine, Agent Contractuel  
d'Administration, en service au Ministère  
de l'Information et de la Culture, dési-  
gnée par décision n°247/MINFOC/DAG/SP/B2  
du 27 Août 1984 du Ministre de l'Informa-  
tion et de la Culture, défendeur;

---- D'autre part.

---- En présence de Monsieur Jean-Baptist  
MAKANDA, Avocat Général près la Cour Su-  
prême ;

- LA C O U R : -

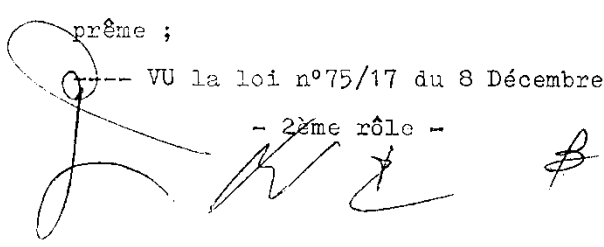
---- VU le recours contentieux du sieur  
BILONGO Barnabé, Chercheur au Ministère de  
l'Enseignement Supérieur et de la Recher-  
che Scientifique (Centre National d'Edu-  
cation) BP.1721 Yaoundé, introduit suivant  
requête en date du 21 Octobre 1981, enre-  
gistrée au Greffe de la Chambre Adminis-  
trative de la Cour Suprême sous n° 47 ;

---- VU les mémoires et autres pièces  
produits ;

---- VU l'Ordonnance N°72/6 du 26 Août  
1972 portant Organisation de la Cour Su-  
prême ;

---- VU la loi n°75/17 du 8 Décembre 1971

- 2<sup>ème</sup> rôle -

The bottom of the page features several handwritten signatures and initials. On the left, there is a large, stylized signature. To its right are two smaller, more distinct signatures. Further right, there are initials that appear to be 'K' and 'Z'. On the far right, there is a signature that looks like a stylized 'B' or 'P'.

fixant la procédure devant la Cour Suprême  
statuant en matière administrative ;

----- VU la loi n°76/28 du 14 Décembre 1976  
modifiant et complétant certaines dispositions de l'Ordonnance n°72/6 du 26 Août  
1972 précitée ;

----- VU les Décrets n°s 82/358,83/458 et  
85/1182 des 18 Août 1982,1er Octobre 1983  
et 28 Août 1985 portant nomination des Président et Assesseurs de la Chambre Administrative de la Cour Suprême ;

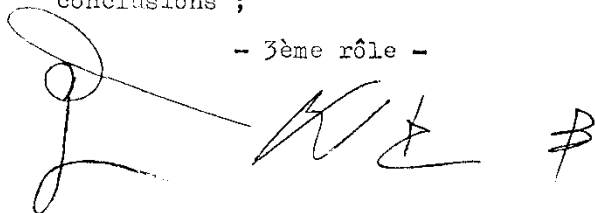
----- Après avoir entendu en la lecture de  
son rapport Monsieur Otto Simon PONDY,Président de la Chambre Administrative de la  
Cour Suprême,substituant Monsieur Maurice NDJEUDEJI,Conseiller à la Cour Suprême,précédemment Assesseur à la Chambre Administrative de ladite Cour,rapporteur en l'instance ;

----- OUI le ~~sieur~~ BILONGO Barnabé,demande  
et son Conseil M<sup>e</sup> J.M. ONAMBELE,avocat BP  
1605 Yaoundé,en leurs observations orales

----- OUI la dame MATSONGANG DJOUMESSI,  
représentant de l'Etat du Cameroun,défendeur,en ses observations orales ;

----- Le Ministère Public entendu en ses  
conclusions ;

- 3ème rôle -

The block contains handwritten signatures and initials. On the left is a large, stylized signature. To its right are several sets of initials and a symbol: 'K', 'E', and a symbol resembling a crossed-out 'B' or a specific mark.

----- Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

----- Attendu que par requête timbrée en date du 21 Octobre 1981, enregistrée le 26 du même mois au Greffe de la Chambre Administrative de la Cour Suprême sous n° 47, le sieur BILONGO Barnabé a intenté un recours tendant à :

" 1°)- la régularisation de ses notes administratives de 1975 à 1981 par le MINEDUC ou par le MINFOC ;

" 2°)- un avancement automatique tous les deux ans ;

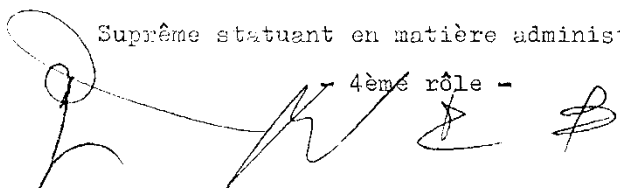
" 3°)- une reconstitution de carrière;

" 4)- au rétablissement de sa prime de technicité d'enseignant en fonction des indices respectifs qui seront acquis pour compenser l'infériorité de son salaire depuis son détachement ;

" 5°)- et son intégration immédiate comme chercheur au grade d'attaché de recherche, à l'instar de tous ceux qui servaient avec lui dans le même service au MINFOC pour compter du 16 Mars 1976;

----- Attendu qu'aux termes de l'article 3 alinéa 1 de la loi n°75/17 du 8 Décembre 1975 fixant la procédure devant la Cour Suprême statuant en matière administrati

4ème rôle -

Handwritten signature and initials in black ink, including a large stylized 'L' and a 'P'.

le demandeur doit,sauf dispense résultant d'une disposition législative expresse,consigner au Greffe une provision de quinze mille francs ;

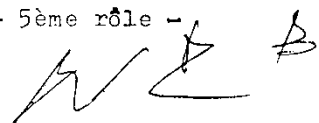
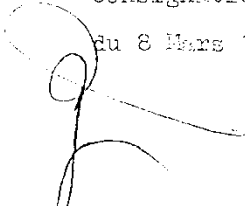
---- QUE,conformément à l'article 9 alinéa 2 de la loi précitée:"Si le requérant ne s'est pas conformé aux prescriptions des articles 3 à 6 ci-dessus ou celles résultant de l'enregistrement et eu Timbre,le rapporteur l'invite à régulariser sa demande dans les quinze jours à compter de cet avertissement et cela sous peine d'irrecevabilité de sa demande;"

---- Attendu que par lettre n°642/L/G/CS/CA du 28 Février 1983 à lui livrée le 7 Février 1983,le Greffier de la Chambre Administrative a,d'ordre du rapporteur, invité ledit sieur BILONGO Barnabé à se conformer aux dispositions des textes ci-dessus rappelés ;

---- Mais attendu que le sus-nommé n'a pas consigné la provision exigée alors que le délai légal pour le faire est expiré le 22 Février 1983 ;

---- Attendu qu'il importe peu que ladite consignation ait été effectuée à la date du 8 Mars 1985 alors que la cause était

- 5ème rôle -



DETAILS DES FRAIS :

Frais antérieurs au juge-  
ment.....16.280  
Copies rapport et  
conclusions..... 12.000  
Expéditions..... 4.500  

---

TOTAL..... 32.780

déjà enrôlée devant la juridiction de  
jugement ;

---- QU'une telle consignation tardive  
n'a pu avoir pour effet de relever l'in-  
téressé de la forclusion encourue ;

---- Attendu, par la suite, qu'il y a lieu  
de rejeter son recours, comme irrecevable

- P A R C E S M O T I F S : -

---- Statuant publiquement, contradictoi-  
rement en matière administrative, à l'una-  
nimité des Membres et en premier ressort

- D E C I D E : -

-Article 1er.- Le recours de BILONGO  
Barnabé est irrecevable, pour non-consi-  
gnation de la provision dans les délais  
impartis ;

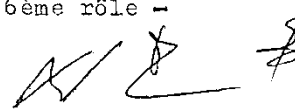
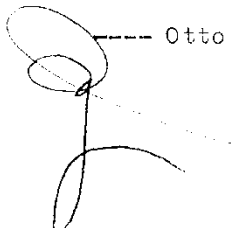
-Article 2 .- Le requérant est condamné  
aux dépens liquidés à la somme de : TRENT  
DEUX MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT Francs

---- Ainsi jugé et prononcé par la Cham-  
bre Administrative de la Cour Suprême,  
en son audience publique ordinaire du  
Jeudi trente Janvier mil neuf cent quatr  
vingt-six, en la salle ordinaire des au-  
diences de la Cour où siégeaient :

- Messieurs :

----- Otto Simon PONDY, Président de ladi-

- 6ème rôle -



Chambre, Officier de l'Ordre de la Valeur  
et Commandeur du Mérite Camerounais.....

..... PRESIDENT;

---- Christophe BOBICKONO ¶ Conseiller

---- Constantin FOUDA ONANA ¶ à la Cour  
Suprême et Assesseur à ladite Chambre ..

..... MEMBRES ;

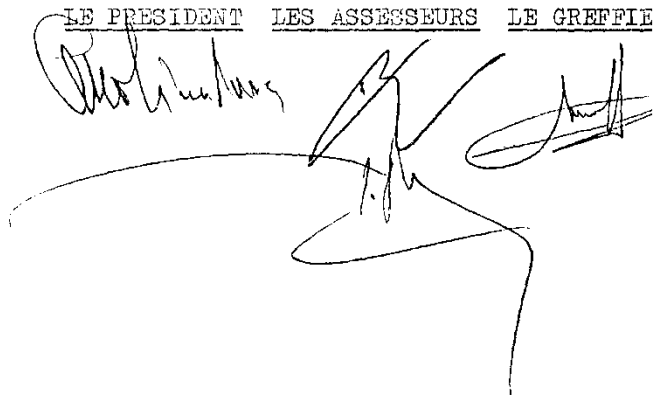
---- En présence de Monsieur l'Avocat  
Général Jean-Baptiste MAKANDA, occupant  
le siège du Ministère Public ;

---- Et avec l'assistance de Maître  
Maurice NDJOUMI, Greffier en Chef ;

---- En foi de quoi le présent jugement  
a été signé par le Président, les Asses-  
seurs et le Greffier en Chef ;

---- En approuvant \_\_mot(s)\_\_ ligne(s)  
rayés nul ainsi \_\_renvoi(s) en marge./~

LE PRESIDENT LES ASSESSEURS LE GREFFIER

The block contains three handwritten signatures corresponding to the labels above. The first signature on the left is for the President, the middle one for the Assesors, and the right one for the Greffier. Below these, there is a large, sweeping handwritten mark that spans across the bottom of the signature area.